

**Hors d'Haïti !**

## **Dénonçons le rôle du Canada dans l'organisation d'une intervention militaire étrangère en Haïti**

**Manifestation à Montréal le 22 octobre**

**Non à l'intervention des Forces étrangères spéciales en Haïti!**

**LEVEZ-VOUS KANPE 🦊 POUR  
HAÏTI.**

**HAÏTI  
AYITI**

MOBILISATION MANCHE LONGUE  
22 OCTOBRE DE 11H À 14H

Rassemblement : 225 Rue Chabanel O  
Montréal, QC H2N 2C9  
Destination : 1100, Crémazie Est  
Montréal, Québec  
Retour: 225 Rue chabanel O  
Tel: 438-820-2424

**MIZÈ NOU SE RICHÈS YO**

**CORE  
GROUP  
ASSEZ**

**DEHORS LES POLITICIENS  
CORROMPUS  
NON À L'INTERVENTION DES FORCES  
SPÉCIALES ÉTRANGÈRES EN HAÏTI**

[Cliquez ici pour plus de détails](#)

- **Non à l'autorisation par l'ONU d'une présence militaire étrangère pour réprimer le mouvement de résistance en Haïti**

---

**Hors d'Haïti !**

## **Dénonçons le rôle du Canada dans l'organisation d'une intervention militaire étrangère en Haïti**



**Manifestation du 10 octobre 2022 en Haïti contre l'occupation étrangère et pour exiger la démission du premier ministre non élu**

Depuis deux mois, les Haïtiens descendent dans les rues des grandes villes du pays pour exiger que cesse l'ingérence étrangère et la démission du premier ministre non élu Ariel Henry qui leur a été imposé par décision de la mission de l'ONU en Haïti et du Core Group dominé par les États-Unis. Ce groupe est composé du représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, des ambassadeurs du Brésil, du Canada, de la France, de l'Allemagne, de l'Espagne, de l'Union européenne, des États-Unis d'Amérique et du représentant spécial de l'Organisation des États américains (OÉA). Entre-temps, le gouvernement de Justin Trudeau est le visage public d'une campagne orchestrée par les États-Unis pour préparer le terrain à une grave escalade de l'ingérence étrangère. Le 7 octobre, nous apprenions finalement que cette ingérence prendrait la forme de l'envoi d'une « force armée internationale spécialisée » en Haïti pour mettre fin aux « gangs armés ».

Les différentes manoeuvres jusqu'à présent laissaient croire qu'il n'y aurait pas une autre occupation militaire comme la mal nommée MINUSTAH, mission de « stabilisation » de l'ONU, lancée en 2004 juste après le coup d'État orchestré par les États-Unis, la France et le Canada contre le président Jean-Bertrand Aristide et le parti Lavalas. Le mandat de la MINUSTAH a duré jusqu'en 2017 et l'ONU n'a jamais eu à rendre compte des exécutions extrajudiciaires, des milliers de morts aux mains de forces étrangères, des multiples atrocités et de la destruction qu'elle a laissés dans son sillage. Cet héritage brutal est une raison plus que suffisante pour le peuple haïtien de ne plus jamais accepter l'« aide » de ces mêmes acteurs.

Le 21 septembre, le premier ministre du Canada Justin Trudeau a convoqué une réunion en marge de l'Assemblée générale des Nations unies pour discuter de la situation en Haïti et des mesures à prendre. Il a déclaré qu'il était nécessaire que les partenaires régionaux comme le Canada, les États-

Unis et des pays de la Communauté des Caraïbes, ainsi que d'autres pays comme la France, interviennent pour aider Haïti à assurer la sécurité, la stabilité et la prospérité de ses citoyens. Il a souligné que ce qu'il préconisait était une solution « menée par les Haïtiens ». L'ambassadeur du Canada auprès de l'ONU, Bob Rae, a déclaré que des erreurs avaient été commises dans le passé, lorsque des interventions ont eu lieu sans le soutien total du peuple haïtien. « Nous devons nous assurer que nous travaillons avec le peuple haïtien », a-t-il dit.



**Exigeant le départ du premier ministre haïtien non élu Ariel Henry**

La ministre des Affaires étrangères Mélanie Joly a fait à peu près la même déclaration lors d'une réunion qu'elle a convoquée en marge de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OÉA) à Lima, au Pérou, le 6 octobre, coprésidée par le secrétaire d'État américain Antony Blinken et le soi-disant ministre des Affaires étrangères d'Haïti Jean Victor Geneus. Une déclaration publiée par les présidents indique que 19 pays membres de l'OÉA se sont réunis pour discuter de la situation en Haïti et de la manière dont la communauté internationale peut répondre à la crise qui y sévit. Les pays n'ont pas été nommés. La déclaration parle de promouvoir « des solutions élaborées par et pour les Haïtiens » et appelle à la mise en place immédiate de couloirs humanitaires pour permettre au carburant de quitter le principal terminal du pays, bloqué depuis des semaines, et une « assistance solide en matière de sécurité » par la « communauté internationale », notamment en renforçant la police nationale haïtienne.

Pour essayer de donner de la crédibilité à la fraude d'une « solution menée par les Haïtiens », le fonctionnaire en chef de l'OÉA a été déployé pour dire au gouvernement d'Haïti, imposé par les États-Unis et l'ONU, de demander un soutien urgent à la communauté internationale et de définir les caractéristiques de la « force de sécurité internationale » qu'il demandait, ce qu'il a fait publiquement sur Twitter. Le premier ministre illégitime et son conseil des ministres ont fait ce qu'on leur a dit sans tarder. Le lendemain, ils ont adopté une résolution autorisant le premier ministre Ariel Henry à demander aux partenaires internationaux le déploiement immédiat d'une force armée spécialisée « en quantité suffisante » pour mettre fin à la crise qui sévit dans le pays et qui est causée « en partie par les actions criminelles de bandes armées ». Pour quiconque était assez naïf pour le croire, cela constituait sans doute la preuve que l'intervention à venir ne pouvait être considérée comme une invasion ou une occupation militaire étrangère, puisque les troupes étrangères seraient en Haïti à l'invitation du gouvernement du pays.

La demande officielle du gouvernement imposé par les États-Unis et l'ONU a été transmise immédiatement comme un appel à la « communauté internationale » et au Conseil de sécurité de l'ONU par le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, qui a conseillé de la considérer comme une question urgente. Les agences de nouvelles rapportent que dans sa lettre au Conseil de sécurité, Antonio Guterres propose l'envoi d'une force d'action rapide pour soutenir la police haïtienne dans son effort pour « éliminer la menace posée par les bandes armées et fournir une protection immédiate aux infrastructures et services essentiels ».

Toute cette affaire a suscité l'indignation de différentes forces en Haïti. Les dix derniers sénateurs élus du pays ont décidé à l'unanimité d'exiger la révocation immédiate de la résolution du gouvernement de facto invitant à une intervention armée. Ils ont déclaré que le premier ministre et le conseil des ministres de facto non élus n'étaient pas habilités à faire une telle demande, que seul le président du pays pouvait le faire en vertu de la constitution, et que ce poste n'était toujours pas

pourvu. Ils l'ont qualifié de « tentative d'un gouvernement illégitime, impopulaire et de plus en plus contesté de recourir à des forces étrangères pour se maintenir au pouvoir à tout prix et ainsi retarder le retour d'Haïti à l'ordre constitutionnel et démocratique ». Dans leur contre-résolution, les sénateurs ont formulé des propositions de mesures politiques et pratiques à prendre en interne pour faire face à la crise.

D'autres forces politiques faisant partie de l'Accord de Montana ont dénoncé l'invitation à une force d'intervention étrangère comme un acte de trahison. Cet accord a été signé le 30 août 2021 par plusieurs partis et autres formations politiques d'Haïti pour mettre en place un gouvernement de transition suite à l'assassinat du président Jovenel Moïse en juillet 2021, jusqu'à ce que les conditions soient réunies pour la tenue de nouvelles élections. Tous les signataires de l'accord s'opposent au premier ministre de facto et à son gouvernement, imposés à Haïti dans le dos du peuple haïtien.

Entre-temps, les Haïtiens ont intensifié les manifestations en commençant avec une semaine de mobilisation le 10 octobre. Des milliers de personnes descendent dans la rue chaque jour pour dire « Non à l'invasion, Non à l'occupation ! À bas Henry ! » et pour exiger la fin de toute ingérence étrangère dans leurs affaires.

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) condamne le gouvernement Trudeau pour le sale boulot qu'il fait contre le peuple haïtien en violant sa souveraineté et en planifiant un acte d'agression contre lui. Aucune force militaire canadienne ou de tout autre type ne doit être envoyée en Haïti sous aucun prétexte. Le Canada, les États-Unis et leur Core Group doivent cesser leur ingérence et respecter le droit du peuple haïtien d'élire les dirigeants et les gouvernements de son choix et de poursuivre ses propres projets d'édification nationale et ses modèles de développement, sans coercition.

Le PCC(M-L) salue le courage et la ténacité du peuple haïtien qui est déterminé à lutter pour ce qui lui revient de droit, comme l'ont fait ses ancêtres lorsqu'ils se sont libérés de l'esclavage et ont mis fin à la domination coloniale dans leur pays par leurs propres efforts. Le PCC(M-L) appelle les Canadiens et les Québécois à se joindre aux actions et à en organiser d'autres pour exiger que le Canada ne participe à aucune intervention armée en Haïti, qu'il cesse son ingérence et qu'il respecte la souveraineté et le droit à l'autodétermination d'Haïti.

***Bas les pattes en Haïti !  
Pas de troupes canadiennes en Haïti !  
Tous avec le peuple haïtien contre l'ingérence et l'agression étrangères !***

(Avec des informations de : Le Nouvelliste et Global news. Photos : Haïti Liberté)



---

## **Non à l'autorisation par l'ONU d'une présence militaire étrangère pour réprimer le mouvement de résistance en Haïti**

LML reproduit une lettre ouverte adressée à la secrétaire générale de la Communauté des Caraïbes, Dre Carla Barnett du Belize, pour s'opposer aux préparatifs entrepris par le soi-disant Core Group, dont fait partie le Canada, pour que l'ONU autorise une présence militaire étrangère en Haïti. L'objectif de l'opération est de réprimer le mouvement de résistance du peuple haïtien sous le prétexte de combattre des « bandes armées ».

La lettre ouverte expose la situation réelle en Haïti. Elle est signée par l'Alliance noire pour la paix, l'équipe Haïti/Amérique.



Haïti, 21 septembre 2022

## La mission de l'ONU est une occupation étrangère qui réprime la souveraineté haïtienne

*Madame Carla Barnett :*

Le 19 septembre 2022, la Communauté des Caraïbes (CARICOM) a publié une brève déclaration exprimant sa profonde inquiétude face à la détérioration des conditions en Haïti et demandant à la communauté internationale d'y porter « une attention urgente et immédiate ».

À la lumière de l'engagement plus direct de la CARICOM dans les affaires haïtiennes ces derniers mois, nous appelons votre organisation à respecter la souveraineté d'Haïti et à appuyer les masses haïtiennes dans leur position contre l'occupation continue de leur pays par des puissances étrangères.

Malgré la représentation erronée des manifestations actuelles en Haïti comme étant simplement de la « violence de gang », les dernières manifestations sont le résultat direct de deux facteurs. Premièrement, elles sont une réponse à la misère économique quotidienne causée par la hausse de l'inflation, notamment par l'augmentation vertigineuse du prix du carburant. Deuxièmement, elles s'inscrivent dans un mouvement qui exige depuis longtemps la fin de l'ingérence étrangère dans les affaires haïtiennes, notamment par l'installation et le maintien d'un gouvernement non élu et illégitime par le Core Group, dont les Nations unies font partie.

Nous applaudissons votre souci pour Haïti. Nous avons également noté le soutien que vos nations membres ont apporté à l'autodétermination des Caraïbes et de l'Amérique latine. Pour cette raison, nous aimerions rappeler aux membres de la CARICOM que les États-Unis, le Canada, la France et d'autres pays occidentaux, ainsi que le Core Group et les missions de l'ONU telles que la MINUSTAH, sont directement responsables des conditions actuelles en Haïti. Tenter de résoudre la crise actuelle en Haïti par un dialogue entre des « parties prenantes » haïtiennes non élues et illégitimes n'aboutira pas. Cela ne servira que les besoins des non-Haïtiens.

Nous partageons avec vous les mots d'une coalition d'organisations populaires haïtiennes expliquant la raison principale des protestations actuelles :

« Ces protestations populaires font partie d'une lutte pour une Haïti libérée de l'ingérence étrangère étouffante, de la gangstérisation, de cette extrême misère fomentée et d'un régime politique antinational, illégitime et criminel établi par le Core Group dont l'ONU est membre. »

Une brève mise en contexte historique s'impose.

## **La mission de l'ONU en Haïti est une occupation étrangère qui réprime la souveraineté haïtienne**

Comme vous le savez certainement, les Nations unies sont devenues une force d'occupation en Haïti après le coup d'État de 2004 dirigé par les États-Unis, la France et le Canada contre le président démocratiquement élu d'Haïti, Jean-Bertrand Aristide. Il faut noter que, outre le vénézuélien Hugo Chavez, seul le Jamaïcain P.J. Patterson, en sa qualité de chef de la CARICOM, s'est élevé contre ce coup d'État.

Après le coup d'État, l'ONU a pris le relais des forces américaines. En vertu du chapitre VII de la charte des Nations unies, l'ONU a créé la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (ou MINUSTAH), chargée d'une occupation militaire sous couvert d'établir la paix et la sécurité. Le gouvernement du Brésil sw Luiz Inacio Lula da Silva, dirigé par le Parti des travailleurs, a ensuite trahi le peuple haïtien et porté atteinte à la souveraineté d'Haïti en acceptant de diriger l'aile militaire de la mission de l'ONU en Haïti.

L'histoire de l'ONU en Haïti est une histoire de violence. La MINUSTAH, une opération coûteuse de plusieurs milliards de dollars, comptait entre 6 000 et 12 000 militaires et policiers stationnés en Haïti aux côtés de milliers de civils. Comme la première occupation américaine (1915-1934), l'occupation de l'ONU sous la MINUSTAH a été marquée par sa brutalité et son racisme envers le peuple haïtien. Les civils ont été brutalement attaqués et assassinés. Les forces « de maintien de la paix » ont commis des crimes sexuels. Les soldats de l'ONU ont déversé des déchets humains dans des rivières utilisées comme source d'eau potable, déclenchant une épidémie de choléra qui a tué entre 10 000 et 50 000 personnes. L'ONU n'a toujours pas été tenue responsable de ces morts inutiles.

Le Core Group – une coalition internationale d'« amis » autoproclamés d'Haïti – s'est constitué pendant l'occupation de la MINUSTAH. Non noir, non élu et antidémocratique, le Core Group a pour objectif de superviser la gouvernance d'Haïti. Pendant ce temps, comme lors de la première occupation, les États-Unis et la MINUSTAH ont formé et militarisé la police et les forces de sécurité d'Haïti, réhabilitant et réintégrant souvent des membres véreux. Les États-Unis, en collusion avec la MINUSTAH et le Core Group, se sont également substitués à la démocratie haïtienne, en installant le néo-duvaliériste Michel Martelly et son Parti haïtien Tèt Kale (PHTK), ainsi que le protégé et successeur de Martelly, feu Jovenel Moïse.

On prétend que cette occupation a officiellement pris fin en 2017 avec la dissolution de la MINUSTAH. Mais l'ONU est restée en Haïti sous un nouvel acronyme : BINUH, le Bureau intégré des Nations unies en Haïti. Le BINUH a joué un rôle démesuré dans les affaires politiques internes d'Haïti. Par exemple, peu après l'assassinat de Jovenel Moïse, sa représentante, Helen La Lime, a affirmé que Claude Joseph serait installé à la tête d'Haïti. Plus tard, le « Core Group » a changé son fusil d'épaule et a exigé qu'Ariel Henry soit président. Et c'est exactement ce qui s'est passé lorsqu'un « nouveau » gouvernement haïtien a été annoncé le 20 juillet 2021, avec Henry comme chef. Et ce, sans l'avis du peuple haïtien, sans aucune prétention à un processus démocratique, sans aucun souci de la souveraineté d'Haïti.

## L'occupation de l'ONU accroît la violence et l'instabilité



Haïti a actuellement un premier ministre non élu, impopulaire, non responsable et illégitime, soutenu par les États-Unis et les pays occidentaux. Pendant ce temps, la situation sécuritaire d'Haïti s'est considérablement détériorée alors que des groupes, armés par l'élite transnationale haïtienne et levantine, poursuivent leurs attaques contre le peuple haïtien. Nous devons souligner que, pendant les dix-huit années où la mission des Nations unies a participé à l'occupation d'Haïti, le peuple haïtien n'a connu que la violence et l'instabilité politique. Vous devez reconnaître que l'occupation étrangère

d'Haïti a laissé le pays dans un état de désarroi et de violence.

## Les conséquences de l'ingérence et de l'occupation étrangères

Nous devons vous rappeler qu'il s'agit de la sixième semaine de manifestations du peuple haïtien contre le gouvernement fantoche d'Ariel Henry soutenu par les États-Unis et contre l'occupation et l'ingérence continues du Core Group et de l'ONU elle-même. Avec tous les discours sur « l'anarchie » haïtienne, on ne pourrait jamais savoir que l'autre raison principale des protestations était la décision du gouvernement illégitime, sous le diktat d'austérité du FMI, de couper les subventions pour le carburant, dans un contexte d'inflation galopante et d'insécurité économique. Entendez les mots du peuple :

« Cette nouvelle décision, prise au détriment des intérêts du peuple, a suscité sa colère et a également intensifié un mouvement de protestation déjà initié, dont l'objectif est le recouvrement de notre souveraineté, la reprise du destin d'Haïti par les Haïtiens, l'établissement par les Haïtiens d'un gouvernement légitime, capable de défendre les intérêts du peuple et de relever les différents défis du moment. »

## Non à l'occupation. Oui à l'autodétermination



Haïti, 13 septembre 2022

La rapidité avec laquelle les événements contemporains se déroulent en Haïti fait qu'il est difficile pour les personnes extérieures à la république des Caraïbes de comprendre sa dynamique politique interne. C'est pourquoi il est facile de recourir à des clichés historiques et à des analyses succinctes pour tenter d'encapsuler et de résumer ou d'aplanir des formations souvent complexes, structurelles et historiques dont les origines sont aussi bien enracinées à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays. Ainsi, pour les étrangers, Haïti est au milieu d'une crise, une crise sans fin marquée par l'anarchie et la violence, par l'échec du gouvernement et l'effondrement de l'État, et par un populisme sauvage associé à des gangs bien armés et prédateurs.

Nous pensons que cette représentation d'Haïti est alimentée par un racisme ancien fondé sur la notion que le peuple haïtien (et les peuples africains plus généralement) est incapable de se gouverner, et cette notion, à son tour, nourrit la justification du renforcement du mandat actuel d'une occupation internationale continue d'Haïti.

Nous vous demandons de réfléchir avec le plus grand sérieux aux relations entre les nations de notre région. Toutes les nations devraient être en mesure de tracer leur propre destin, pas seulement certaines. Vous devez connaître l'histoire du fier peuple haïtien dont la Révolution a changé le cours de l'histoire mondiale et dont l'aide matérielle a contribué à la libération des Amériques de la domination coloniale et de l'esclavage. Malgré l'affront continu à son autodétermination, le peuple d'Haïti continuera de se battre pour sa libération.

L'Alliance Noire pour la Paix, en accord avec les souhaits des masses haïtiennes et de leurs partisans, s'oppose absolument à toute intervention armée étrangère en Haïti, et continue d'exiger la fin de l'ingérence incessante des États-Unis et des puissances occidentales dans les affaires haïtiennes. Nous demandons la dissolution du Core Group impérialiste, la fin du soutien occidental au gouvernement fantoche non élu et non responsable d'Ariel Henry, et le respect de la souveraineté haïtienne.

Signé,

*L'Alliance Noire pour la Paix, équipe Haïti/Amériques*

*(Traduit de l'original anglais par LML. Lettre publiée le 30 septembre 2022. Photos : Radio Resistanz)*



---

**www.pccml.ca • redaction@cpcml.ca**